

## CRÊCHES À BÉJAÏA

# Quelle anarchie !

**La wilaya de Béjaïa compte officiellement 20 crèches et garderies de la petite enfance, selon les chiffres diffusés par la Direction de l'action sociale. Au chef-lieu de wilaya, il existe dix établissements agréés par la DAS.**

Mais ces chiffres sont loin de refléter la réalité d'une activité fort lucrative où règnent illégalité et anarchie. Ce nouveau commerce est en augmentation constante et profite de la situation chaotique de l'administration et de la naïveté des familles.

Le nombre de crèches qui travaillent illicitement dépasse, en effet, la cinquantaine à travers le territoire de la wilaya et une vingtaine au centre-ville de Béjaïa, apprend-on. Ces centres d'accueil sont gérés par des personnes qui ne disposent d'aucune qualification, contrairement aux lois qui régissent le secteur éducatif.

Le personnel employé n'est souvent pas formé pour prendre en charge des enfants non encore scolarisés. «Je connais parfaitement la nounou qui s'occupe de mon enfant. Croyez-moi, elle ne peut même pas prononcer une phrase correctement même en kabyle, elle est d'un niveau très faible. Mais que voulez-vous que je fasse ? Là, au moins c'est une crèche proche de ma demeure et qui applique des prix abordables par rapport aux autres», nous explique une mère de famille, secrétaire au siège de la wilaya de Béjaïa. Avant d'ajouter : «Je vous informe aussi que cette même nou-

nou touche un salaire de 4 000 DA. Elle est exploitée mais elle a préféré ce misérable salaire que de rester cloîtrée à la maison».

Sur ce volet justement, les obligations du décret d'exploitation est clair, il est indiqué dans l'article 29, que le personnel chargé de l'encadrement des enfants au sein des centres d'accueil et de garde doivent être dûment qualifiés et répondre aux normes d'encadrement telles que fixées par la réglementation.

Les parents sont souvent plus intéressés par les tarifs proposés que par les conditions générales et la qualification du personnel recruté pour assurer la garde des petits enfants. «Ils exigent des tarifs trop élevés, allant de 4 000 à 6 500 DA.

On se demande comment et qui les fixe ? Pour la prise en charge, je défie quiconque pouvant dire que son enfant mange de la viande tous les jours ou sort en promenade comme dans les pays qui se respectent. Ici, les pâtes et le riz font le quotidien des cuisines de ces centres, les yaourts parfois comme dessert et les enfants sont emballés comme dans une prison. Mais que faire ? On n'a pas d'autre choix», nous dira M. Salah, qui a inscrit ses deux enfants dans une crèche au centre-ville de Béjaïa.

Les conditions de vie dans ces enceintes pédagogiques sont déplorables, affirment nos sources. Un centre d'accueil et de garde est obligatoirement placé sous la responsabilité effective et permanente d'un médecin, d'un psychologue, d'un psycho-pédagogue, d'un infirmier, d'un enseignant, d'un éducateur qua-

lifié ou assistante sociale comme le stipule la réglementation dans son article 18, or aucune de ces crèches ne l'applique.

Il est aussi soumis à ces professionnels que leurs centres d'accueil et de garde doivent disposer d'un règlement intérieur porté à la connaissance des parents et qui précise notamment les conditions de prise en charge, les horaires de fonctionnement et le trousseau nécessaire à l'enfant, (Article 23).

Il est aussi mentionné dans le décret que tout manquement aux dispositions relatives aux normes et conditions de réalisation d'ouverture et de réouverture des centres d'accueil et de garde ainsi qu'aux dispositions du décret sont sanctionnés conformément aux dispositions légales et peuvent entraîner la fermeture définitive de l'établissement, nonobstant les poursuites judiciaires prévues en la matière. Une jeune psychologue spécialisée dans le milieu nous a affirmé qu'il existe des crèches indignes pour l'accueil d'enfants et leur préscolarité, du fait qu'elles ne répondent à aucune norme.

Malheureusement, les propriétaires de ces lieux n'ont jamais été inquiétés, si ce n'est des mises en demeure continues émanant des services concernés, mais sans effet pour la fermeture définitive.

«Il existe des crèches qui fonctionnent illégalement, sans aucun papier, ni conformité, certaines personnes usent de leurs connaissances et leurs fonctions pour ouvrir des centres d'accueil», nous dira la psychologue.

Kamel Gaci

## SALON DES APC, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

# La ville de demain, comment la construire ?

**A l'initiative de la société RH. International communication, Béjaïa s'apprête à accueillir, du 20 au 24 octobre prochain, le Salon des APC, des collectivités locales et de l'environnement.**

Il se tiendra sous le parrainage du wali à la grande surface du Lac. Cette édition, première du genre dans la région, semble séduire un nombre important de sociétés ; une séduction qui se caractérise par cette envie de communiquer, de mettre en avant les compétences de l'ensemble des secteurs qui se battent face à la concurrence. Un rendez-vous qui a pour objectif aussi, et c'est tout naturel, de tenter à travers cette exposition de définir ce qu'est le développement local et son mode de fonctionnement.

Les organisateurs, par cette louable initiative, donnent ainsi la possibilité à l'ensemble des secteurs d'activités (le bâtiment, donc l'urbanisme, la voirie, l'éclairage, l'environnement, ou encore les télécommunications et navigation) de se rencontrer pour éclairer le visiteur sur les diverses réalisations et possibilités d'acquisition. C'est en somme un salon qui rayonnera sur tout ce qui a trait à notre environnement. Une journée

professionnelle sera consacrée le 22 octobre à des thèmes qui sont les piliers du développement local comme «Le territoire de proximité» identifié comme lieu de cohérence, de mobilisation, «L'approche globale», il faut comprendre par là les problématiques incluant les préoccupations du développement économique.

Le troisième est lié à la mobilisation de tous les acteurs, tous domaines confondus (économique, social et culturel) et enfin la capacité réelle d'action (juridique, humaine, financière) à l'échelle du territoire concerné et cohérence avec les autorités. Il y a quelques mois, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Noureddine-Yazid Zerhouni, a inauguré, à l'Ecole nationale d'administration (ENA), une formation au profit des élus communaux.

L'objectif est de permettre à ces édiles locaux d'acquérir des connaissances liées à la gestion locale, elle «s'inscrit dans la démarche de la modernisation de

l'administration territoriale... et de développer la performance du président d'APC en sa qualité de premier gestionnaire de la commune». Lors d'une rencontre avec les présidents d'APC le 2 juillet dernier, le président de la République n'a-t-il pas fait remarquer que «le développement local a constitué la pierre angulaire de l'action économique et sociale de l'Etat» en indiquant que la loi de finances complémentaire de 2008 a introduit des mesures concrètes d'amélioration des finances locales, telles que l'assainissement des dettes des communes évaluées pour la période 2000 à 2007 à 22,9 milliards DA.

Il a également cité la prise en charge sur le budget de l'Etat de l'incidence financière résultant de l'augmentation des salaires des agents des collectivités locales à 18,4 milliards DA.

Maintenant, il est nécessaire que «les élus fassent preuve de pragmatisme, de détermination, d'initiative et de transparence dans la gestion des communes». Tout se construit sur la base d'une communication durable, cela signifie que les citoyens aussi doivent contribuer pour améliorer le cadre

de vie dans lequel ils évoluent. Le développement d'une commune, dira l'organisateur, se fait avec son monde, avec ceux qui animent chaque coin de la commune. Comme l'urbanisme, le logement, l'immobilier, voilà trois secteurs totalement imbriqués d'une seule et même réalité.

Dans cette même logique, le développement local passe aussi par la création d'espace de communication. Un lieu où se rencontreront les concernés dans le cadre de manifestations économiques autour d'un thème qui vise à jeter les bases d'une négociation au grand bonheur de la ville pour ne pas dire de la wilaya.

Il est clair que sur ce plan justement beaucoup reste à faire ; les organisateurs étant confrontés à cette absence d'infrastructures pouvant abriter des expositions. L'investissement est possible mais il faut aussi que les opportunités s'offrent à eux à travers des propositions qui seront communiquées directement aux organisateurs. C'est aussi là une priorité pour la région qui aura à bénéficier de plusieurs rassemblements de professionnels.

S. A.

## SOUK-AHRAS

# Blocage à l'APC de Taoura

**Taoura rencontre une fois de plus des dissensions entre élus. A vrai dire, «au train où vous les choses, le nom de cette municipalité ne tardera pas à prendre la tête de liste des communes les plus instables du pays».**

Cette réflexion, émanant d'un citoyen qui assiste impuissant, ahuri, devant le grand charivari qui règne au sein de l'assemblée communale, dû à un conflit qui perdure depuis 10 mois. Cette localité de 22 000 âmes a a priori une ges-

tion qui s'avère quelque peu complexe. Elle semble traversée par des courants contraires.

Ainsi l'affrontement sans concession et les luttes intestines entre deux blocs, celui conduit par le maire d'obédience FLN et celui dirigé par une opposition majoritaire de 8 élus de différentes formations politiques (FFS, RND, FNA, FLN), ont créé un blocage au sein de cette commune.

La répartition des tâches de vice-président est le nœud gordien du problème. Les élus contestataires parlent également de dysfonc-

tionnement de l'exécutif. Il faut le dire, cette situation qui a engendré une flopée de problèmes qui freinent le développement ne fait que provoquer le mécontentement des citoyens et a contraint l'administration locale à assigner la tâche de la gestion des PCD au chef de la daïra de Taoura.

Dans ce contexte, le président de l'APC, contacté par nos soins, accueille la chose de façon très sereine et affirme que l'APC a besoin de tous ses élus.

Barour Yacine

## TLEMCEN

### 30 harraga interceptés à Béni-Saf

Les services de sécurité ont réussi à déjouer une tentative d'émigration clandestine qui se préparait dans la forêt d'Oulhassa avec un passeur natif de la région qui les attendait dans ce lieu pour une traversée à destination des côtes espagnoles. Aussitôt informés, les services de sécurité ont quadrillé la plage de Dar El-Beïda à Rechgoun et ont pu intervenir à temps. 30 personnes dont l'âge varie entre 25 et 35 ans, originaires d'Oran, ont été arrêtées.

Elles seront présentées aujourd'hui devant le tribunal de Béni-Saf. Notons que les passeurs professionnels ont eux aussi arrêté un tarif, ils exigent 10 millions de centimes à chaque harrag. En définitive, si cette tentative avait réussi, elle aurait rapporté 300 millions de centimes au passeur, ce qui signifie que la lutte doit être intensifiée contre les réseaux de passeurs. Ces derniers ne reculent devant rien tant le gain est facile et rapporte gros.

## TRANSPORT

### Revoilà la crise !

Comme il fallait s'y attendre à chaque rentrée scolaire, le problème de transport interurbain se pose avec acuité. Cette crise sanctionne les travailleurs qui rejoignent quotidiennement le chef-lieu, mais ce sont les universitaires des localités voisines qui voient leurs études perturbées.

Il est évident que les trains de banlieue assurant la navette Tlemcen-Ouled Mimoun et Tlemcen-Sebra ont sensiblement réduit ce déficit en matière de transport mais beaucoup reste à faire pour désenclaver certaines régions du sud à titre d'exemple Terny, Saf-Saf... Ce problème de transport a tendance à s'aggraver pendant la période hivernale.

## CHANGEMENT

### DANS LE CYCLE MOYEN

### Les professeurs de mathématiques se concertent

Les PEM de cette discipline ont été conviés à une journée d'étude et d'orientation pour se concerter sur les voies et moyens pédagogiques afin de les adapter aux changements intervenus dans le cycle moyen, notamment la 6<sup>e</sup> année 2008-2009 qui englobera les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années en une seule classe.

Plus de 30 000 élèves de ce palier fréquenteront la première année moyenne lors de cette nouvelle rentrée scolaire qui s'annonce difficile tant pour les enseignants que pour les élèves. Les parents d'élèves et les associations ont du pain sur la planche.

M. Zenasni